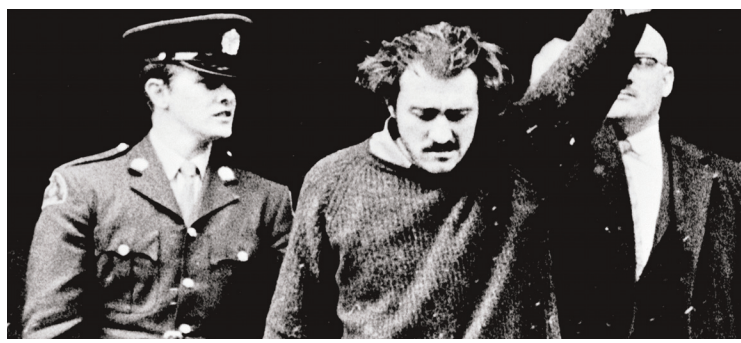




Tourisme: **San Francisco**, à en perdre la tête *Cahier Plaisirs*



Un sociologue revisite un **Québec écroulé** *Cahier Livres*



**Lepage et Labrèche**: L'autre à travers soi *Cahier Culture*

www.ledouvoir.com

# LE DEVOIR

VOL. CIV N° 208

LE DEVOIR, LES SAMEDI 14 ET DIMANCHE 15 SEPTEMBRE 2013

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN (2 DE 4)

## Des concessions pour conclure un divorce

Vingt ans après les accords d'Oslo et la célèbre poignée de mains entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, et alors que redémarrent des négociations entre les deux peuples en conflit, où en sont les esprits dans cette région tourmentée de la planète?

MONIQUE DURAND  
en Israël et en Cisjordanie

Jérusalem-Ouest, 14 mai 2013. Tout s'est arrêté, les Israéliens juifs célèbrent *Chavouot*, ou fête de la Révélation. Ils se déplacent par petites grappes, dans le silence des rues, avec des plats qui embaument l'air. Même jour, à El-Khader, en Cisjordanie occupée. Des drapeaux, des klaxons, des cris de ralliement, les Palestiniens commémorent la *Nakba*, ou « catastrophe », qui, pour eux, remonte au 14 mai 1948, jour de la déclaration d'indépendance d'Israël qui entraîna l'exil de centaines de milliers des leurs.

« C'est toujours le plus fort qui doit faire la paix »

*Chavouot, Nakba*, deux planètes. « Aidez-nous à divorcer! », avait écrit l'Israélien Amos Oz en 2004.

En 2013, Israéliens et Palestiniens n'ont toujours pas divorcé. La solution des deux États entérinée par Oslo, qui prévoit la création d'un État palestinien contigu à celui d'Israël, est encore officiellement au menu des négociations et défendue becs et ongles par les Palestiniens. Mais un autre scénario prend chaque jour du galon, sous le diktat d'une réalité où Israël ne cesse de gruger la terre palestinienne en y implantant des colonies: celui d'un État binational, qui pourrait prendre la forme d'une fédération comprenant deux gouvernements et deux capitales. « On est déjà très avancés sur le chemin conduisant à un État pour deux peuples », dit le journaliste Maxime Perez, correspondant du magazine *Jeune Afrique* à Tel-Aviv, car, de la Méditerranée au Jourdain, tout est déjà sous contrôle israélien. »

VOIR PAGE A 10 : CONCESSIONS



« Attention, l'indépendance, vous ne la verrez pas avant longtemps si vous pensez qu'on peut la faire sans Montréal », a déclaré vendredi Maria Mourani.

## Mourani remet en question sa foi en la souveraineté

La nouvelle députée indépendante d'Ahuntsic pourrait grossir les rangs de Québec solidaire

KARL RETTINO-PARAZELLI  
HÉLÈNE BUZZETTI

En claquant la porte du Bloc québécois sur fond de désaccord au sujet de la Charte des valeurs, la députée Maria Mourani a semé le désarroi dans le mouvement souverainiste.

« Blessée » par ce débat déchirant, la députée d'Ahuntsic remet en question sa foi souverainiste. Elle affirme que l'initiative du gouvernement Marois nuit au mouvement souverainiste et que le chef bloquiste Daniel Paillé a commis une erreur importante en lui montrant la porte du caucus.

C'est une Maria Mourani passablement émue qui s'est présentée devant les médias vendredi matin. « Est-ce que j'ai encore ma place dans ce mouvement indépendantiste là? Est-ce que les gens comme moi qui viennent d'ailleurs, qui s'intègrent au Québec, qui deviennent des citoyens à part entière, est-ce qu'ils ont leur place dans le mouvement? Je n'ai pas de réponse. »

VOIR PAGE A 10 : MOURANI

Lire aussi › L'éditorial de Bernard Descôteaux: Échec en vue. *Page B 4*

La chronique de Michel David: La partition. *Page B 3*

La chronique de Manon Cormellier: Marcher en rangs. *Page B 2*

Mourani a voulu partir, dit le chef du Bloc, Daniel Paillé. *Page A 4*

Oui à la laïcité, non à l'uniformisation. L'islamophobie se cache derrière ce débat, selon Giuseppe Sciortino. *Page B 5*

## AUJOURD'HUI



Actualités › Québec compte exploiter les énergies fossiles du Golfe malgré les avertissements d'une firme d'experts. *Page A 3*

Actualités › Premières classes: Les premières impressions d'une nouvelle directrice et d'une nouvelle enseignante que nous suivrons toute l'année. *Page A 8*



Avis légaux..... C 6  
Carrières..... C 5  
Décès..... C 8  
Mots croisés..... D 6  
Petites annonces..... C 8  
Sudoku..... D 5

## INTERSEXUALITÉ

### Fille, garçon ou « sexe indéterminé » ?

Un bébé naît. Fille, garçon ou... sexe indéterminé? Pour 1 à 4 % des naissances, le sexe de l'enfant est carrément flou, la physiologie ne s'arrimant pas au code génétique ou étant incomplète ou incongrue. Incursion sur l'intersexualité.



AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Méconnu, invisible et tabou, le phénomène de l'intersexualité fait bouger certains pays. Comme l'Allemagne, qui répondra dès novembre à cette réalité du sexe incertain en permettant aux parents de cocher sur l'acte de naissance

VOIR PAGE A 10 : SEXE

Dossier › Entre le X et le Y, des êtres humains. *Pages A 6 et A 7*

« Ce qui doit être protégé, c'est la liberté d'une personne de choisir ce qu'elle veut faire de son corps », tranche Janik Bastien-Charlebois, elle-même intersexuée.

## La tentation du suicide politique des Québécois

Roger Payette et Jean-François Payette  
Préface de Pierre Drouilly

### Ce peuple qui ne fut jamais souverain

La tentation du suicide politique des Québécois

F FIDES

280 PAGES • 27,95 \$

Église

Synagogue

Mosquée

**TOUT CELA  
EST SACRÉ.**

*«Le temps est venu de nous rassembler autour de nos valeurs communes. Elles définissent ce que nous sommes. Soyons-en fiers.»*

Bernard Drainville,  
ministre responsable des Institutions démocratiques  
et de la Participation citoyenne

Égalité

hommes-femmes

Neutralité

religieuse de l'État

**C'EST TOUT  
AUSSI SACRÉ.**

Parce que nos valeurs, on y croit

[www.NosValeurs.gouv.qc.ca](http://www.NosValeurs.gouv.qc.ca)

# ACTUALITÉS

## Mouvements à la direction de la rédaction du *Devoir*

**L**e *Devoir* est heureux d'annoncer la nomination de **Marie-Andrée Chouinard** comme nouvelle directrice de l'information. M<sup>me</sup> Chouinard assumait l'intérim de ce poste



Marie-Andrée Chouinard

depuis quelques semaines, à la suite du départ de Roland-Yves Carignan, qui a rempli ces fonctions pendant quatre ans. Depuis son entrée au *Devoir* en 1996, elle a acquis une expertise précieuse et variée : elle fut journaliste aux sections culturelle et générale, puis chroniqueuse à l'éducation pendant huit ans, avant de devenir éditorialiste et responsable de la page Idées en 2007. Depuis l'an dernier, M<sup>me</sup> Chouinard était chef de section au général et supervisait la production de nos dossiers du week-end. Cette connaissance profonde des rouages de la rédaction présage de la qualité de son travail dans ses nouvelles fonctions.

À ce premier changement s'en ajoute un deuxième : un nouveau rôle pour **Jean-François Nadeau**, directeur des pages culturelles au *Devoir* depuis dix ans. M. Nadeau occupera désormais un poste nouvellement créé : directeur adjoint de l'information, responsable des projets spéciaux. À ce titre, il signera d'une part une chronique hebdomadaire, comme vous avez déjà pu le constater lundi dernier, et de grands reportages. D'autre part, il aura à coordonner de grands dossiers et des projets extérieurs rattachés à la rédaction, comme le projet Mégaphone de l'ONF et de



Jean-François Nadeau

Moment Factory, auquel *Le Devoir* s'est associé cet automne. La grande polyvalence de M. Nadeau, que l'on connaît aussi comme historien, éditeur, photographe et

auteur de nombreux ouvrages salués par la critique, est un atout certain pour *Le Devoir* dans ce nouveau rôle qui lui est confié.

C'est **Louise-Maude Rioux Soucy** qui lui succède comme directrice adjointe de l'information, section culturelle. M<sup>me</sup> Rioux Soucy assurait déjà la coordination et la production du cahier Culture de la fin de semaine. Elle dirigera désormais directement l'ensemble de la section, tant pour la couverture quotidienne que pour le cahier Culture, et supervisera le travail de la personne qui sera dorénavant responsable du cahier Livres, dont la nomination se fera sous peu. M<sup>me</sup> Rioux Soucy est elle aussi un pilier du *Devoir* : elle y travaille depuis 1998 et a occupé les postes les plus divers, pupitreuse au



Louise-Maude Rioux Soucy

Web comme au papier, journaliste assignée à la science, à la santé, aux livres, à la culture, intérimaire appréciée à plusieurs fonctions de responsabilités... Autant d'expériences qui aideront à relever les défis qui l'attendent. Avec cette nouvelle équipe dynamique à la direction, *Le Devoir* est fin prêt à entamer l'automne dans toutes ses sections et sur toutes ses plateformes!

Josée Boileau  
Rédactrice en chef

## Un candidat de Marcel Côté est forcé de se retirer

Francesco Ierfino aurait appuyé un membre de la mafia

JEANNE CORRIVEAU

Un candidat de Coalition Montréal, le parti dirigé par Marcel Côté, s'est vu dans l'obligation de se retirer de la course en raison de l'appui qu'il a donné à un membre présumé de la mafia.

Au printemps dernier, alors qu'il était vice-président d'une association de la communauté italienne, Francesco Ierfino avait écrit une lettre dans laquelle il avait de bons mots pour Moreno Gallo, considéré par la police comme un membre influent de la mafia, rapportait *La Presse* en juin dernier. Ce document décrivait M. Gallo comme un «*généreux donateur*» à diverses organisations caritatives. Il accompagnait une requête de Moreno Gallo qui demandait à revenir au Canada après en avoir été expulsé un an et demi auparavant pour «*grande criminalité*».

Cette affaire ayant ressurgi dans les médias au cours des derniers jours, Francesco Ier-

fino a décidé de renoncer à être candidat pour le poste de conseiller dans le district de Rivière-des-Prairies.

### Erreur de jugement?

Marcel Côté a indiqué que la décision de M. Ierfino avait été prise d'un commun accord, pour son bien, celui de sa famille et du parti.

Le candidat à la mairie de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles pour Coalition Montréal, Michel Taylor, se désole de ce dénouement. Il soutient que M. Ierfino lui avait parlé de cet écrit lors d'une rencontre préalable à sa candidature: «*Il ne m'a rien caché. [...] Il m'a avoué que c'était une erreur*».

Estimant que cette affaire ne pouvait mettre en question l'intégrité de M. Ierfino, M. Taylor l'avait accepté dans son équipe.

Le Devoir

**D** Lire aussi : Une version longue de ce texte est disponible sur [LeDevoir.com](http://LeDevoir.com).

## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE

# Québec compte exploiter les énergies fossiles du Golfe malgré les avertissements

ALEXANDRE SHIELDS

Le Québec connaît mal le golfe du Saint-Laurent, et serait inapte à répondre à un déversement pétrolier qui surviendrait en raison de l'exploitation d'énergie fossile en milieu marin. Mais le gouvernement Marois garde le cap et souhaite bel et bien lancer le Québec sur cette voie, tout en promettant d'y intégrer des normes environnementales strictes.

Québec a finalement rendu public vendredi après-midi le rapport de l'évaluation environnementale stratégique (EES) commandée par les libéraux à la firme de génie-conseil Genivar pour étudier le golfe du Saint-Laurent en vue d'y permettre ou d'y interdire l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière.

Ce document de plus de 800 pages, très technique et mis en ligne sans préavis, souligne qu'il demeure «*plusieurs lacunes*» dans l'état actuel des connaissances sur le Golfe. Les carences concernent les technologies d'exploration et d'exploitation, les composantes des milieux physique, biologique et humain, ainsi que les «*effets environnementaux potentiels des activités d'exploration et d'exploitation, ainsi que des déversements accidentels*».

### Plusieurs lacunes

On ignore par exemple comment récupérer du pétrole «*lorsqu'il y a présence de glace*». On connaît relativement peu de choses des «*courants et de l'évolution de ceux-ci en fonction des changements climatiques*». Les données nous manquent pour bien évaluer le mouvement et les aires de fréquentation des espèces menacées. Et les scientifiques ne



SOURCE GREMM

L'étude commandée par Québec souligne entre autres que la capacité d'intervention à répondre à une marée noire est «*déficiente*».

comprennent pas encore bien l'acidification et le phénomène de l'hypoxie des eaux du Saint-Laurent.

Le document met aussi en lumière notre incapacité à répondre à une éventuelle marée noire. «*La capacité d'intervention en cas de déversement accidentel en mer est actuellement déficiente pour répondre à d'éventuels accidents majeurs,*

On ignore par exemple comment récupérer du pétrole «*lorsqu'il y a présence de glace*»

même ceux qui pourraient impliquer le transport maritime existant. » La chose est d'autant plus problématique que le gouvernement Harper — qui devrait diriger de telles opérations — a réalisé d'«*importantes coupes*» dans son service d'urgence environnemental, mais aussi en recherche sur le Saint-Laurent. Et les différentes provinces concernées n'ont pas de

plan de collaboration.

### Un seul Golfe

Dans le contexte actuel, marqué par de vives inquiétudes, les auteurs du rapport estiment en outre que «*l'acceptabilité sociale d'une éventuelle exploration et exploitation des hydrocarbures en milieu marin n'est pas acquise*».

La ministre des Ressources naturelles a promis vendredi que «*toutes les recommandations seront analysées*» et que la démarche d'évaluation se poursuivra.

«*Je mets en place des comités d'experts pour approfondir des questions, particulièrement le volet économique, donc l'ensemble des retombées économiques*», a-t-elle expliqué au *Devoir*. Selon la ministre, ce volet du rapport est «*plutôt léger*». Elle estime donc qu'il faut mener «*une analyse beaucoup plus détaillée des retombées économiques d'un gisement comme Old Harry*».

Le Devoir

## Construction DJL mis à l'amende par le DGEQ pour un stratagème de prête-noms

JEANNE CORRIVEAU

Le Directeur général des Élections du Québec (DGEQ) a déposé 37 constats d'infraction de 500\$ chacun à l'entreprise Construction DJL et à quatre de ses dirigeants pour leur présumé participation à un stratagème de prête-noms. Les infractions commises seraient liées à des dons versés au Parti libéral du Québec (PLQ), à Union Montréal et à Vision Montréal.

Le DGEQ a précisé vendredi que 17 constats avaient été remis à Jacques Collin, Gérard Poulin, Claude Fortier et Christian Hould en lien avec des contributions versées par d'autres personnes aux trois partis politiques entre 2008 et 2010. L'entreprise Construction DJL a elle-même reçu 17 constats.

Selon les documents fournis

par le DGEQ, le PLQ aurait reçu neuf contributions considérées illégales totalisant 4300\$, contre quatre pour Union Montréal (1400\$) et trois pour Vision Montréal (3000\$).

### Commission Charbonneau

En mars dernier, les employés d'entreprises de construction et de firmes d'ingénieurs avaient avoué devant la commission Charbonneau avoir servi de prête-noms pour le financement de partis politiques. Construction DJL faisait partie des entreprises citées. Le DGEQ avait par la suite annoncé qu'il ouvrait une enquête sur les systèmes de prête-noms.

Il s'agit des premiers constats déposés dans le cadre de cette enquête, mais le bureau du DGEQ a refusé de dire si des accusations seraient portées contre d'autres entreprises.

Les partis ayant perçu les contributions illégales devront remettre ces sommes au DGEQ, dans le cas des contributions à un parti provincial, ou à la Ville de Montréal, pour ce qui est des contributions municipales.

«*Nous collaborons avec le DGEQ*», a indiqué au *Devoir* Gabrielle Collu, directrice des communications du PLQ. «*Si des gens ont commis des infractions à la loi, ils en subiront les conséquences*».

Chez Vision Montréal, on signale que les infractions relevées par le DGEQ ont été commises au printemps 2009, soit avant l'arrivée de Louise Harel à la tête du parti. «*Louise Harel a mis en place des règles strictes de financement. Depuis son arrivée, aucun financement illégal ou usage de prête-noms [...] n'a été pratiqué par Vision Montréal*», a soutenu son attachée de presse Militza Jean.

Avec Marco Fortier  
Le Devoir

## Richard Marcotte et Tony Accurso comparaissent

Une quinzaine d'accusés, dont l'ex-maire de Mascouche Richard Marcotte et l'entrepreneur Tony Accurso, ont brièvement comparu vendredi au palais de justice de Joliette en lien avec l'opération Gravier de l'UNITÉ permanente anticorruption (UPAC). Les suspects avaient été appréhendés au printemps



Richard Marcotte

2012 à la suite d'une enquête portant sur une présumée affaire de partage de contrats. La comparaison visait simplement à fixer la date de l'enquête préliminaire, qui s'ouvrira finalement en septembre 2014 et devrait durer environ huit semaines, selon la couronne. Les accusés ne subiront donc pas leur procès avant 2015.

La Presse canadienne

## Centre culturel chrétien de Montréal

### Colloque « Christianisme et laïcité : pour faire avancer le débat »

Conférenciers invités : Bruno Demers, Michel Morin, Solange Lefebvre, Pierre Bosset et Mireille Estivalèzes

Programme détaillé sur le site du CCCM  
[www.cccmontreal.org](http://www.cccmontreal.org)  
Inscription : 50\$ - 514.738.6664

Vendredi, le 20 septembre à 19 h 30  
Samedi, le 21 septembre de 9 h à 17 h

Église des dominicains, 2715, Côte-Ste-Catherine, Montréal



## ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

Obtenez 15% de rabais!

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valable du 14 septembre au 31 décembre 2013)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555  
Laval : 2267, boul. Le Corbusier (450) 682-8280

[www.abatjourillimites.ca](http://www.abatjourillimites.ca)

Le Devoir

## ACTUALITÉS

## CHARTRE DES VALEURS QUÉBÉCOISES

## Mourani a voulu partir, dit Daniel Paillé

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le chef du Bloc québécois, Daniel Paillé, estime que Maria Mourani ne raconte pas toute l'histoire lorsqu'elle soutient que sa formation a changé d'avis à propos des symboles religieux sans consultation. Il affirme même que c'est sa députée qui a proposé de quitter les rangs définitivement.

En entrevue avec *Le Devoir*, Daniel Paillé a voulu corriger un certain nombre d'affirmations faites par son ex-députée vendredi. Il soutient que M<sup>me</sup> Mourani, tout comme les quatre autres élus bloquistes, s'était fait envoyer par courriel dès mardi matin le communiqué de presse que le parti diffuserait pour commenter la Charte des valeurs québécoises déposée ce jour-là.

«Pensez-vous que j'ai fait ça en vase clos? [...] Elle savait que c'est ce que je publierais. Oui», assure M. Paillé. Les députés étaient invités à émettre des commentaires. M. Paillé dit ne plus se souvenir si M<sup>me</sup> Mourani a répondu ou cherché à modifier le contenu du communiqué de presse.

## Décision de 2007

En outre, quand M<sup>me</sup> Mourani se plaint que la position du Bloc québécois sur l'enjeu des accommodements religieux a changé, M. Paillé ré-



JUSTIN TANG LA PRESSE CANADIENNE

Daniel Paillé soutient avoir donné à Maria Mourani des choix autres que son départ du caucus.

pond que tel n'est pas le cas. En 2007, le Bloc avait décidé en caucus (et non en congrès avec les militants, précise-t-il) d'interdire le port de symboles religieux par les fonctionnaires en position d'autorité. Le communiqué de presse de mardi reprend cette position en disant accueillir favorablement la discussion que Québec veut entamer. A aucun moment le Bloc québécois n'a-t-il déclaré qu'il appuyait désormais un élargissement de l'interdit à tous les fonctionnaires de l'État.

Alors, les critiques avaient-ils raison de dire que le Bloc québécois est tiède envers les propositions péquistes? Non plus, assure M. Paillé. «Je ne peux pas dire à la gang de Trudeau, de Mulcair et de Harper de ne pas se mêler de notre dossier, et nous [au Bloc québécois], arriver comme députés fédéraux et dire: "Voilà ce qu'il faut faire!"» Selon lui, le rôle du Bloc québécois est de défendre à Ottawa les décisions que prend l'Assemblée nationale. Un député bloquiste peut donc difficilement partir en

« Je ne peux pas dire à la gang de [...] Harper de ne pas se mêler de notre dossier, et nous, [au Bloc québécois] arriver comme députés fédéraux et dire: "Voilà ce qu'il faut faire!" »

Daniel Paillé

guerre contre les propositions québécoises.

Daniel Paillé a tenu à refaire la chronologie des événements. Selon lui, M<sup>me</sup> Mourani l'avait informé dès la semaine dernière qu'elle faisait partie d'un groupe qui publierait un document sur la question — les Indépendantistes pour une laïcité inclusive. «J'ai accepté sans voir le texte», raconte-t-il, M<sup>me</sup> Mourani ayant refusé de le lui montrer. Il avait seulement posé comme condition qu'elle s'exprime en son nom

personnel et non en tant qu'élu bloquiste.

Quand, mercredi, il a enfin lu la lettre et constaté qu'elle la signait en tant que députée, M. Paillé l'a placée devant un choix: ou bien elle n'était plus porte-parole de ce mouvement, ou alors elle se retirait temporairement du caucus jusqu'à ce que le débat soit clos du côté de Québec. «C'est elle qui m'a dit qu'il y avait une troisième option: qu'elle se retire définitivement du caucus.» M. Paillé raconte avoir demandé un peu de temps pour consulter son équipe. Au lieu de quoi, déplore-t-il, M<sup>me</sup> Mourani a multiplié les entrevues «incendiaires». «Je n'avais plus le choix.»

Est-ce à dire que la divergence d'opinions n'est pas possible dans les rangs bloquistes? Pas du tout, assure-t-il, mais il rappelle que Québec convie les citoyens à une discussion. «Or, M<sup>me</sup> Mourani arrive avec un document assez raide, et parle de nationalisme ethnique. Ça ne favorise pas la discussion.»

Et à ceux qui estiment que le départ de M<sup>me</sup> Mourani, réputée difficile à gérer, fait l'affaire du parti, M. Paillé répond: «M<sup>me</sup> Mourani a son caractère, mais au sein du caucus, quand elle discute, elle fait évoluer la pensée. Elle discute. Et on va s'en ennuyer.»

Le Devoir

## Une manifestation organisée par des intégristes?

BAHADOR ZABIHIYAN

La manifestation organisée samedi par le Collectif québécois contre l'islamophobie (CQI) pour protester contre le projet de charte des valeurs du Parti québécois provoque des grincements de dents chez certains, qui estiment que les organisateurs sont des «intégristes» ayant une vision très conservatrice de l'Islam.

C'est ce que pense Samir Bendjafer, qui malgré sa vive opposition au projet de charte des valeurs, ne souhaite pas faire partie du cortège. Pourtant, lorsqu'il avait entendu parler de la manifestation, il avait rapidement indiqué sur la page Facebook de l'événement qu'il comptait y participer. De confession musulmane, il estime désormais que certains des organisateurs sont des «intégristes», avec une vision trop conservatrice de l'Islam. Le Centre consultatif des relations juives et israéliennes a aussi tenu à se dissocier de la manifestation, estimant que les organisateurs comptent parmi eux des «intégristes religieux radicaux», peut-on lire dans leur communiqué de presse.

Le porte-parole du CQI, Adil Charkaoui, a été arrêté en 2003 pour des liens présumés avec le groupe terroriste Al-Qaïda, puis blanchi de toute accusation. M. Charkaoui estime que lui et le collectif qu'il représente sont victimes d'une «campagne de

dénigrement» de la part de ceux qui sont favorables à la mise en place de la Charte. «On veut tirer sur le message», pense M. Charkaoui. Il affirme que des organisations islamiques, mais aussi autochtones, féministes ou de gauche, feront partie de la manifestation.

## Responsable controversé

Une des associations qui appuie le rassemblement est le Conseil musulman de Montréal, dirigé par Salam Elmenyawi, un responsable musulman qui a récemment été très critiqué. Il avait aidé un groupe de jeunes musulmans à organiser une conférence lors de laquelle étaient invités des prédicateurs islamistes, dont certains avaient eu des propos controversés sur le rôle de la femme dans la société lors de prêches précédents. La conférence

devait se dérouler au Palais des congrès, mais l'événement s'est finalement tenu de manière plus discrète, dans un lieu non annoncé.

En 2004, M. Elmenyawi, a aussi défendu la mise en place de tribunaux islamiques au Québec, encadrés par le gouvernement, afin de baliser notamment la médiation familiale. M. Elmenyawi estime qu'il est loin d'être un extrémiste, et qu'il travaille depuis des années afin de «rapprocher les gens de toutes les communautés à Montréal».

Le Devoir



Salam Elmenyawi

## St-Arnaud réitère sa confiance dans la légalité de la Charte

ALEXANDRE ROBILLARD

à Québec

Le ministre de la Justice, Bertrand St-Arnaud, a rectifié le tir, vendredi, après avoir laissé planer un doute sur les assises juridiques des propositions de son gouvernement en matière de laïcité de l'État.

M. St-Arnaud a précisé que son ministère avait été associé à l'élaboration du document présenté cette semaine par son collègue Bernard Drainville, qui suggère notamment d'interdire le port de signes religieux dans la fonction publique.

Plus tôt vendredi, le ministre avait d'abord minimisé la portée du document de son collègue sans répéter qu'il avait confiance en ses assises juridiques, comme il l'avait déclaré mercredi avant le plus récent conseil des ministres.

M. St-Arnaud avait lancé un appel au calme en rappelant que les propositions en matière de laïcité n'étaient pas un projet de loi ayant subi tous les tests requis. Mais en sortant d'une commission parlementaire, le ministre a souhaité préciser les propos qu'il avait prononcés auparavant.

«Je ne retire rien de ce que j'ai dit mercredi, a-t-il dit aux journalistes. Premièrement, c'est un dossier qui relève de mon collègue Bernard Drainville; deuxièmement, le ministère de la Justice a été associé à la préparation du document d'orientation. Et moi, je suis confiant, eu égard aux assises juridiques de ce document. Je ne l'ai pas répété ce matin, j'aurais peut-être dû commencer par le répéter.»

Les commentateurs du ministre avaient été sollicités, vendredi matin, après la publication d'un reportage du quotidien *La Presse* rapportant que les experts en droit constitutionnel du



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre Bertrand St-Arnaud a réitéré que son ministère a été consulté, et qu'il croit aux assises juridiques de la Charte.

ministère de la Justice ont formulé au printemps un avis confidentiel négatif envers les propositions sur la laïcité, qui visent aussi à baliser les accommodements religieux.

M. St-Arnaud avait refusé de commenter la question, insistant toutefois sur le fait que la démarche amorcée par M. Drainville n'était pas encore rendue au stade législatif.

Lors de son deuxième échange avec la presse parlementaire, M. St-Arnaud a évoqué toutes les formes qu'auraient pu prendre les avis juridiques formulés par des avocats de son ministère.

«On a été associés à ça, a-t-il dit. Je ne veux pas rentrer dans les détails sur la façon dont on a été associés. Est-ce qu'on a eu des avis écrits, oraux, des conversations, pas d'avis pantoute? On a été associés à ça et je suis confiant eu égard aux assises ju-

ridiques de ce document.»

M. St-Arnaud a cependant répété que l'objectif du «document d'orientation» était d'abord de susciter un débat public sur le thème de la laïcité et que le projet de loi attendu cet automne suivra le processus habituel, incluant un test pour savoir s'il respecte la Constitution canadienne ainsi que les Chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

«[Le projet de loi] franchira toutes les étapes, tous les filtres juridiques habituels du gouvernement du Québec et, notamment, le comité de législation que je préside depuis un an et qui sert entre autres choses à s'assurer de la conformité juridique des projets de loi qui sont déposés en Chambre et notamment eu égard aux Chartes et aux questions constitutionnelles, a-t-il dit. [...] Ce n'est pas une analyse politique qu'on fait au comité de législation; ça, ça se fait dans d'autres comités ministériels.»

La Presse canadienne

## La CAQ perd sa présidente

Dominique Anglade ira à Montréal International

JESSICA NADEAU

Correspondante parlementaire à Québec

Dominique Anglade quitte la présidence de la CAQ pour prendre la tête de Montréal International avec la bénédiction de son chef François Legault. Sa collègue Maud Cohen, qui préside la commission politique du parti, confirme qu'elle songe à la remplacer.

Elle était l'une des pierres d'assise de la Coalition avenir Québec, participant à la réflexion et appuyant le chef François Legault depuis la création du parti. Juste après sa défaite dans Fabre aux dernières élections, Dominique Anglade est devenue présidente de la CAQ. Son départ portera donc un coup dur aux troupes de François Legault. Mais elle avait une «entente» avec son chef, explique la principale intéressée en entrevue au *Devoir*, précisant qu'elle terminera son mandat qui la portera jusqu'au prochain congrès du parti à la mi-novembre.

«J'avais dit à François Legault que je ferais un mandat d'un an, mais que je devrais probablement céder ma place par la suite parce qu'on ne peut pas éternellement être président d'un parti si on veut travailler en même temps. Par ailleurs, il n'y a pas beaucoup de rôles qui te permettent de le faire. Ce genre de dynamique peut s'observer dans les cabinets d'avocats, mais beaucoup moins dans le secteur privé et encore moins dans le parapublic. C'était donc évident pour moi que ça allait être difficilement conciliable. C'était, en quelque sorte, l'entente que j'avais avec le chef.»

C'est un chasseur de têtes qui l'a approchée il y a deux mois. Elle en a immédiatement avisé François Legault, qui l'a encouragée à accepter le poste. «Il m'a dit: Dominique, c'est une opportunité à saisir parce qu'on a besoin de gens comme toi qui vont aller faire la différence dans ces endroits stratégiques.» Dans une note envoyée aux députés et militants du parti, François Legault «salue» la nomination de sa présidente sortante, affirmant qu'il s'agit d'un «honneur qui rejaillit sur toute notre équipe au parti».

## Succession

Sans nommer personne, Dominique Anglade confirme que des gens au parti envisagent de prendre sa succession, se disant «contente de laisser le parti entre de bonnes mains». En entrevue au *Devoir*, son amie Maud Cohen, qui préside la commission politique de la CAQ, a confirmé qu'elle était en réflexion et qu'elle devait évaluer la charge de travail, puisqu'elle avait déjà contracté plusieurs engagements d'ordre professionnel. «On est au stade où on discute, on réfléchit avec la famille», répond l'ancienne présidente de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

Pour la CAQ, il s'agit du deuxième départ important ces derniers temps. En juin dernier, le directeur des communications, Jérôme Lussier, a également quitté le parti pour retourner au journalisme.

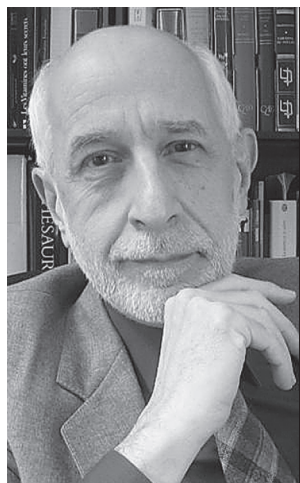
Le Devoir

## Papeterie Casse - Noisette

Papier Lalo - papiers St-Gilles - Cartes - Plumes  
Stylos - Livres d'or - Albums de photos

L'AGENDA MODERNE — agendas MIGNON

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00  
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie  
DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES • COUPLES  
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514 • 861 • 0630

VIEUX-MONTRÉAL

# Solde Automne en Fêtes. La fête se poursuit jusqu'à mardi.

Notre solde est prolongé jusqu'au mardi 17 septembre. De l'automne aux Fêtes et jusqu'à la nouvelle année, vous profiterez de super rabais emballants.

**SOLDE AUTOMNE EN FÊTES**

**PROLONGÉ !**



Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 17 septembre 2013. Voyagez d'ici le 12 février 2014. Le rabais est compris dans les tarifs. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires. Un supplément peut être facturé pour les bagages enregistrés et d'autres services optionnels.\* Tarifs à partir de :

HALIFAX 3 par jour <b>172 \$</b> Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour <b>132 \$</b> Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE <b>206 \$</b> Taxes et frais compris	ST. JOHN'S <b>247 \$</b> Taxes et frais compris	SUDBURY <b>206 \$</b> Taxes et frais compris	THUNDER BAY <b>206 \$</b> Taxes et frais compris	TIMMINS <b>206 \$</b> Taxes et frais compris	WINDSOR <b>172 \$</b> Taxes et frais compris	BOSTON <b>227 \$</b> Taxes et frais compris
CHICAGO <b>242 \$</b> Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH À partir du 3 octobre <b>265 \$</b> Taxes et frais compris	NEW YORK <b>221 \$</b> Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles <b>227 \$</b> Taxes et frais compris	<b>PRIX TOUT COMPRIS</b>				

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

[flyporter.com](http://flyporter.com)

\* Réservez d'ici 23 h 59 heure de l'Est le 17 septembre 2013. Voyagez d'ici le 12 février 2014. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles du 17 décembre 2013 au 25 décembre 2013 et du 1 janvier 2014 au 6 janvier 2014. Porter peut exiger un achat 21 jours à l'avance. Les tarifs annoncés sont fonction de la disponibilité et peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur [flyporter.com](http://flyporter.com). Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires, qui peuvent atteindre 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. D'autres conditions (comme des frais de 25 \$ pour l'enregistrement d'un premier bagage et de 35 \$ pour un deuxième sur les vols à destination ou en provenance des É.-U., des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage sur les vols au Canada et des frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent être modifiées sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Pour en savoir plus, allez à [flyporter.com](http://flyporter.com). En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaut.

# FILLE, GARÇON, OU

## Entre le X et le Y, des êtres humains

PAULINE GRAVEL

**D**ans la chambre de la maternité, un couple savoure le bonheur de bercer leur magnifique fille née il y a deux jours. C'est alors qu'arrive la gynécologue-obstétricienne, le visage un peu plus grave qu'à l'habitude. Elle annonce aux parents que leur enfant est atteint du syndrome de résistance complète aux androgènes. Autrement dit, leur enfant porte des chromosomes sexuels XY, donc de garçon, mais présente des organes génitaux externes féminins. C'est pourquoi ils ont eu la surprise de voir naître une fille, par ailleurs en parfaite santé. Stupeur à l'annonce de cette nouvelle: les parents sont bouleversés.

Dès le jour de la naissance, la discordance entre les chromosomes sexuels de l'enfant et ses organes génitaux externes féminins avait lancé les spécialistes du CHU Sainte-Justine dans la recherche de la cause de cette anomalie afin d'en arriver à un diagnostic.

«Une équipe multidisciplinaire composée de généticiens, d'endocrinologues, de néonatalogues, de chirurgiens et de psychologues étudie chaque cas, évalue la fertilité potentielle de l'enfant dans les situations où on le désignerait fille ou garçon. Nous estimons aussi la faisabilité technique d'en faire un garçon ou une fille [si les organes génitaux externes sont ambigus], et la vie sexuelle qu'aura cette personne après l'intervention. On présente ensuite ces informations aux parents avec lesquels nous entamons la discussion», explique la D<sup>re</sup> Anne-Marie Houle, urologue et chef du service de chirurgie du CHU Sainte-Justine.

### Résistance aux androgènes

Chez les personnes atteintes du syndrome de résistance complète aux androgènes, la présence d'une mutation sur le gène responsable de la production des récepteurs répondant aux androgènes fait en sorte que les récepteurs présents sur tous les organes du corps, y compris le cerveau, sont résistants à ces hormones mâles et ne répondent pas aux signaux de masculinisation envoyés par les androgènes durant la vie intra-utérine. «Même durant leur vie intra-utérine, le cerveau de ces personnes XY n'a pas perçu la présence des androgènes en dépit de la présence de testicules. Elles ont un vagin qui comprend les deux tiers inférieurs d'un vagin normal. Elles ont des grandes lèvres tout à fait normales, et quand elles naissent, si on ne sait pas que leur caryotype est XY, elles sont tout de suite déclarées comme filles à la naissance. Ces personnes ne peuvent donc pas être incluses dans la catégorie des in-

tersexuels, même si elles ont des testicules dans le ventre, car dans leur tête et par leurs organes externes, elles sont clairement des filles», précise Cheri Deal, chef du service d'endocrinologie au CHU Sainte-Justine. Les médecins sont témoins d'un cas de résistance complète aux androgènes sur 50 000 naissances.

Dans ces cas, une surveillance régulière de l'état des testicules — en raison du risque qu'ils se cancérisent — suffit durant l'enfance.

### Opérer ou pas?

Il y a actuellement débat quant au moment le plus opportun pour enlever les testicules. Les laisser entraîne parfois un début de puberté spontanée chez certaines. Mais dans certains cas où les testicules sont descendus et apparaissent dans les grandes lèvres, mieux vaut les retirer le plus tôt possible, affirme la D<sup>re</sup> Deal, qui expose l'histoire d'un couple de parents d'une fille atteinte du syndrome de résistance complète aux androgènes qui vivaient très mal de voir pointer

des testicules chaque fois qu'ils changeaient la couche de leur fille, dont tous les autres organes génitaux externes étaient féminins. «La vue de ces testicules leur causait tellement d'angoisse qu'ils avaient du mal à s'attacher à leur enfant. On a alors décidé de procéder tout de suite à l'excision des testicules», raconte-t-elle. Quand j'entends les groupes de défense de l'intersexe dire qu'il ne faut pas toucher à l'anatomie de ces enfants

et qu'il faut attendre qu'ils puissent choisir eux-mêmes à l'âge adulte, on ne se rend pas compte des conséquences d'une telle attitude sur la relation parent-enfant, laquelle aura des impacts sur le développement psychologique de l'enfant. Ce n'est pas aussi simple que ne le prétendent ces gens. Cette attitude peut avoir diverses répercussions.»

Ces personnes mènent donc une vie tout à fait normale et elles se voient et se sentent femmes, selon la médecin. «Il n'y a aucune ambiguïté au niveau de leur identité sexuelle», déclare la D<sup>re</sup> Deal.

Chez certains individus, la résistance aux androgènes est partielle. Dans ces cas-là, on ne sait pas à quel point le cerveau de l'embryon a été exposé aux androgènes, ce qui laisse plus d'incertitude sur leur identité sexuelle future, poursuit la chercheuse.

### Hyperplasie congénitale des surrénales

Mais le trouble le plus fréquent de différenciation sexuelle est l'hyperplasie congénitale des surrénales (HCS), qui, chez les garçons, n'entraînera pas de problèmes



GREY WOOD AGENCE FRANCE-PRESSE

### Norrie

En Australie, cette personne qui se fait appeler Norrie et refuse de s'identifier comme un homme ou une femme a remporté en juin 2013 une bataille juridique qui statue que le sexe ne peut être limité au seul féminin ou masculin.

«Parfois, des familles appartenant à certaines cultures où les garçons sont plus valorisés que les filles insistent pour en faire des garçons, et ce, même si les organes génitaux internes sont féminins»

D<sup>re</sup> Cheri Deal, chef du service d'endocrinologie au CHU Sainte-Justine



AGENCE FRANCE-PRESSE

### Marlene Dietrich

Même la célèbre diva figure parmi ceux qui ont dû composer avec l'intersexualité.

majeurs, mais qui, chez les filles, induira divers signes de masculinisation. Un bébé sur 10 000 à 15 000 naît avec cette anomalie.

En raison du déficit d'une enzyme, les surrénales produisent en surplus des précurseurs des androgènes, lesquelles se retrouvent en excès. Le fœtus féminin se trouve ainsi exposé à une

quantité excessive d'androgènes qui virilisent les organes génitaux externes.

Ces filles XX ont généralement des ovaires fonctionnels, un utérus normal, un vagin adéquat pour des rapports sexuels, mais leurs organes génitaux externes peuvent présenter une hypertrophie du clitoris qui, dans certains cas, peut ressembler

à un petit pénis. On observe aussi parfois une fusion partielle des grandes lèvres, qui présentent un aspect rappelant un scrotum. Le vagin peut être complètement masqué, auquel cas il est urgent de l'ouvrir. «Les petites filles peuvent saigner après la naissance à cause des œstrogènes libérés par le placenta durant la grossesse. Si ces saigne-

ments sont emprisonnés à l'intérieur de l'utérus, il est urgent d'ouvrir le vagin pour qu'ils puissent s'évacuer, sinon il y aura une infection», prévient la D<sup>re</sup> Deal.

«Un tel profil nous incite à assigner le sexe féminin à ces personnes, car elles pourront porter des enfants plus tard. Mais parfois, des familles appartenant à certaines cultures où les garçons sont plus valorisés que les filles insistent pour en faire des garçons, et ce, même si les organes génitaux internes sont féminins et même si le cerveau a surtout été imprégné par des hormones féminines qui ont favorisé l'émergence d'une identité de fille», raconte la D<sup>re</sup> Deal.

### Le choix de l'opération

Les chirurgiens sont aujourd'hui beaucoup plus prudents qu'autrefois dans leur approche. «Jadis, on procédait à des dissections importantes dans les cas d'hypertrophies clitoridiennes. Maintenant, on se retient pour ne pas enlever trop de tissu, quitte à améliorer la correction à l'âge adulte si la femme trouve que son clitoris est trop gros et rend ses rapports sexuels inconfortables», précise la chirurgienne Anne-Marie Houle.

«Parfois, on laisse même la nature poursuivre son évolution pendant quelque temps tout en contrôlant la production d'hormones mâles pour stopper la croissance de cette structure phallique», ajoute la D<sup>re</sup> Deal.

## La Francophonie : une réponse originale aux nouveaux défis des relations internationales



19 septembre 2013 • de midi à 14 h

Hôtel Hyatt Regency, 1255, rue Jeanne-Mance, Montréal

### Thèmes abordés :

- Quel rôle pour la Francophonie dans la diplomatie internationale?
- Les crises dans les pays membres de la Francophonie : Égypte, Mali et Tunisie
- La langue française et la diversité culturelle : priorités de la Francophonie
- Les politiques économiques pour l'espace francophone



LE CONSEIL  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL

Avec l'appui de :



**Abdou Diouf**

Secrétaire général de la Francophonie

Inscrivez-vous : [www.corim.qc.ca](http://www.corim.qc.ca) • 514-340-9622

# SEXE INDÉTERMINÉ ?

## Ni filles ni garçons, des enfants « créatifs »

Des parents s'unissent pour que leurs enfants puissent vivre au grand jour leur « créativité » en matière de genre

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

« **C**hangeons la société, pas les enfants ! » Tel est le credo des parents derrière la nouvelle association Gender Creative Kids Canada, basée à Montréal.

Les trois mamans derrière le projet nourrissent toutes le même objectif : créer des environnements sécuritaires et épanouissants pour les enfants dont l'identité sexuelle se présente de façon différente. Inclusive, l'association s'adresse aux familles d'enfants intersexués autant que transgenres.

« Il faut y voir un problème social et non pas médical », explique Kimberley Manning, cofondatrice de l'association et professeure à l'Université Concordia.

« Il n'y a aucun service et c'est tabou », ajoute Anne Pullen-Sansfaçon. « Ces enfants sont invisibles, car tout s'articule autour du système binaire homme/femme. »

### Surmonter les obstacles

La présidente de l'association et cofondatrice Akiko Asano sait quels défis représente l'éducation d'un enfant différent. Née Mathieu, s'affirmant comme fille avant la maternelle, Mat est aujourd'hui à l'adolescence et « se définit comme androgyne, explique sa mère. Mat refuse d'être réduite au système binaire mâle/femelle ».

Son parcours scolaire ne fut pas un long fleuve tranquille pour la famille. « Nous l'avons changée d'école pour qu'elle passe inaperçue. Puis il a fallu déménager des Laurentides », explique M<sup>me</sup> Asano, qui espère paver le chemin pour d'autres familles, car « un enfant qui exprime une identité de genre différente de son sexe anatomique devrait avoir le droit de l'exprimer et de le vivre ».

Les écoles ne sont pas prêtes à faire face au départ d'un élève considéré comme un garçon en juin et comme

une fille à la rentrée. « La plupart des écoles ne savent pas comment réagir. La direction panique, on craint l'intimidation », explique M<sup>me</sup> Manning.

À la lumière de la dizaine de parents et d'enfants qui gravitent autour de l'association, les trois femmes affirment que oui, à Montréal, des enfants vivent aujourd'hui leur identité de genre différente au vu et au su du quartier et de l'école. « C'est possible dans certaines écoles, quand les parents et l'école travaillent ensemble pour créer un environnement positif pour l'enfant », relate M<sup>me</sup> Manning. « Les obstacles restent nombreux, précise cependant Annie Pullen-Sansfaçon, qui enseigne à l'École de service social de l'Université de Montréal. Parfois, c'est au sein même de la famille immédiate et élargie, ou de la communauté, que les résistances se manifestent. »

Chercheuses universitaires, Kimberley Manning et Annie Pullen-Sansfaçon ont d'abord rassemblé des parents pour mener un projet de recherche sur leur expérience. Elles ont rapidement réalisé combien les besoins étaient flagrants. Trois groupes, bilingues, ont vu le jour : un groupe de soutien pour les parents et un autre pour les jeunes, d'abord. Un troisième groupe, plus militant, mettra sur pied des actions pour changer les choses.

Parce qu'au bout du compte, quand l'enfant reçoit soutien et acceptation de la part de son entourage, c'est le taux de suicide et de dépression qui chute, rappelle M<sup>me</sup> Manning.

« J'espère qu'on pourra réduire les préjugés », dit Akiko Asano. Car d'un pôle à l'autre des genres, les nuances sont multiples, comme en témoigne cet enfant, cité dans le rapport de recherche d'Annie Pullen-Sansfaçon. « Cette semaine, je ne sais plus si je veux être un garçon ou une fille. Je ne veux pas être une fille. Je veux être au milieu. J'aime mon pénis. »

Le Devoir

Les écoles ne sont pas prêtes à faire face au départ d'un élève considéré comme un garçon en juin et comme une fille à la rentrée



FRANCK FIFE AGENCE FRANCE-PRESSE

### Caster Semenya

Celle qui a remporté la médaille d'argent au 800 mètres féminin des JO de Londres a dans les faits l'un des 46 types de conditions d'intersexualité.

Certains médecins croient qu'il est préférable de procéder à ces corrections chirurgicales au cours des six premiers mois de vie de l'enfant. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte dans cette décision, estime la D<sup>re</sup> Houle. Chez certains de ses patients, elle a retardé le moment de l'intervention pour voir comment évoluerait la structure phallique au cours de la croissance de l'enfant.

Dans d'autres cas, « les parents étaient tellement préoccupés par cette anomalie morphologique qu'ils n'avaient plus de vie. Ils ne faisaient jamais garder leur enfant pour que personne n'ait à changer

« Les parents étaient tellement préoccupés par cette anomalie morphologique qu'ils n'avaient plus de vie »

ses couches. Ils ne socialisaient plus du tout. Je suis alors intervenue plus rapidement », dit-elle. « Le moment propice pour entamer les correctifs chirurgicaux ne nous est pas seulement dicté par la science, mais aussi par le contexte psy-

chosocial, comme la réaction des parents. Si les parents ont du mal à s'attacher à l'enfant parce que son physique les bouleverse, il faut procéder plus rapidement, car il est très important de favoriser la relation d'attachement entre les parents et l'enfant. »

### Préserver le plaisir

La chirurgienne souligne aussi que les techniques chirurgicales actuelles permettent de préserver les innervations nerveuses qui induisent le plaisir sexuel, la jouissance. « Dans les situations moins claires où il y a beaucoup d'incertitude quant au sexe à assigner et d'inconfort vécu par les parents, on retarde la détermination du sexe le plus longtemps possible pour ne pas procéder à des interventions qu'on ne pourrait renverser », indique-t-elle.

Néanmoins, si on juge qu'une chirurgie féminisante est nécessaire, on l'effectue habituellement avant l'âge de deux ans, « car le devenir psychosocial de la personne est meilleur. Une chirurgie génitale après l'âge de deux ans

### Comment devient-on homme ou femme ?

Être un homme ou une femme ne se résume pas à un X ou un Y, loin de là, soulignent les experts. Les chromosomes sexuels ne sont en fait que le point de départ d'une évolution ponctuée de multiples événements hormonaux qui participent à la différenciation sexuelle ainsi qu'au façonnement de l'identité sexuelle.

« Au moment de la conception, si le spermatozoïde qui a fécondé l'ovule était porteur du chromosome Y, le fœtus sera de sexe masculin génotypiquement parlant. C'est la

première étape qui est celle de la détermination sexuelle », explique Jacques T. Tremblay, chercheur en biologie de la reproduction à l'Université Laval. « Ensuite, lorsque le testicule commencera à se former, il produira des hormones qui favoriseront le développement des organes génitaux externes, tels que le développement du pénis et la descente des testicules dans le scrotum. Ce développement phénotypique qui s'effectue sous l'action des hormones se nomme la différenciation sexuelle. »

peut s'avérer très traumatisante. L'enfant bâtit son identité sexuelle en bas âge, et cela se fait notamment par une identification au parent du même sexe et du sexe opposé », explique la D<sup>re</sup> Deal.

Anne-Marie Houle réplique aux militants qui prônent de laisser le temps à l'enfant de prendre lui-même la décision : « D'un point de vue pratique, un enfant de 8 ans à qui on n'a pas assigné de sexe vivra des situations gênantes dans sa vie de tous les jours, ne serait-ce que pour aller aux toilettes au centre commercial. Comment

l'habillera-t-on ? Le présentera-t-on comme un garçon ou une fille à l'école ? »

L'équipe du CHU Sainte-Justine accorde aussi une grande importance au suivi psychologique, au cours duquel on révèle graduellement à l'enfant les éléments de son anomalie, qu'on lui présente comme semblable à d'autres anomalies affectant d'autres organes. Et on adapte les explications en fonction de la maturité intellectuelle et psychologique de l'enfant, précise la D<sup>re</sup> Deal.

Le Devoir

35 ans...  
à cultiver le plaisir  
à se surpasser  
à créer des milieux de vie où il fait bon vivre

**Prével**

UN PLAISIR À VIVRE

DEPUIS 1978

prevel.ca



## ACTUALITÉS

## PREMIÈRES CLASSES

L'idée qu'on se fait de l'école correspond-elle à la réalité? C'est à cette question que *Le Devoir* s'arrête en s'intéressant à l'évolution de quatre nouveaux venus dans l'univers scolaire. Une enseignante qui n'a jamais enseigné, une directrice fraîchement débarquée, des parents qui découvriront l'école avec un premier enfant à la maternelle et un jeune immigré qui fait son entrée au secondaire. Nous les avons suivis et les suivrons toute l'année. Voici leurs premières impressions, quelques semaines après la rentrée.

## LA DIRECTRICE

## Les douze travaux de Marie-Claude

LISA-MARIE GERVAIS

**7h 30**, école Chanoine-Joseph-Théorêt à Verdun. Il fait sombre en cette matinée pluvieuse, mais la lumière filtre dans le bureau de la directrice Marie-Claude Allard. Ça fait même déjà une bonne demi-heure qu'elle est là. «*Quand j'ai une rencontre à l'extérieur, mais que je ne suis pas loin, j'aime venir faire un tour à l'école, explique la nouvelle directrice, qui insiste pour être le plus présente possible. Mais j'essaie aussi de penser un peu à moi et de ne pas partir plus tard que 17 h.*» Quitte à emporter le bureau à la maison.

Dans moins d'une heure, elle devra partir à LaSalle, où elle a une rencontre du RETAC, soit son Réseau territorial d'appartenance et de concertation, où se côtoient écoles secondaires et primaires d'un même territoire. Mercredi, elle était à l'entrepreneur, le rendez-vous des directeurs d'écoles de Verdun qui échantonnent sur des problématiques communes, par exemple sur quoi faire en cas d'épidémie de poux.

## Submergée

À ses tâches quotidiennes de gestion d'école s'ajoutent des formations, la table des directions d'écoles primaires, le comité consultatif de gestion... Bientôt, ce sera l'assemblée générale de parents, les élections au conseil d'établissement et, à la fin du mois, la journée de prise des présences officielle.

«*La tâche est énorme. Je peux facilement me sentir submergée*», reconnaît Marie-Claude, qui, dans la vague, se sent pourtant comme un poisson dans l'eau. Elle est en poste depuis à peine trois semaines que déjà, les petites feuilles roses de suivi d'appels s'empilent sur son bureau. De

son propre aveu, quelques petites crises lui ont fait «*fri-ser les cheveux*», mais rien de grave. «*Quand un parent arrive en colère, ça ne donne rien de se braquer. J'écoute, j'écoute, et je lui demande ce que je peux faire pour l'aider, quel est son besoin. Ça désamorce*», croit-elle.

Comme d'autres directions à la rentrée, elle n'a pas échappé au dépassement du ratio prof-élève dans certains groupes-classes, mais tout est rentré dans l'ordre sans qu'aucun enfant ait été changé d'école. Marie-Claude doit aussi affirmer ses façons de faire tout en apprivoisant son équipe-école. «*Il faut que les bottines suivent les babines*», lance-t-elle, voulant dire que les actes doivent suivre les paroles. «*C'est comme ça qu'on bâtit la confiance avec notre personnel.*»

Il reste encore quelques minutes avant que la cloche sonne, mais la directrice jette un œil par la fenêtre. «*Il faut que je regarde la température, car je dois décider si je fais rentrer tout de suite les enfants.*» C'est vrai, elle est aussi météorologue à ses heures.

Le Devoir



Bien installée à son nouveau poste, Marie-Claude Allard a un horaire chargé.



«*Madame Jessica*» apprivoise depuis trois semaines sa première classe. Elle se sert du controversé tableau blanc interactif pour l'éveiller.

## L'ENSEIGNANTE

## Jessica et ses lions

LISA-MARIE GERVAIS

**D**ans la classe de Jessica Therrien, les lions sont agités. Voraces aussi. Parce qu'ils doivent avec curiosité tout ce que leur enseignante leur raconte. Pour les dégourdir, elle les fait danser debout derrière leur bureau, projetant un vidéoclip sur son tableau blanc interactif qu'ils imitent soigneusement. Après, ils sont tout dociles lorsqu'il s'agit de calligraphier des *o* majuscules dans leur petit cahier.

Les lions, ce sont les élèves de 1<sup>re</sup> année que Jessica — pardon, madame Jessica — apprivoise depuis déjà trois semaines. Ce sont eux qui ont choisi ce félin pour se représenter. Ils ont chacun une étiquette de leur nom qui, sur le tableau des lions, avance d'une couleur à chaque faux pas... jusqu'à être dans le rouge.

«*Ils sont tellement motivés et éveillés*», se réjouit Jessica. Déjà, ils connaissent quatre lettres et certains savent écrire leur nom. Le reconnaître en tout cas, puisque tous les matins, ils doivent faire glisser leur nom dans la colonne «*présent*» du TBI. «*Rien que ça, ça les stimule beaucoup. Parce que c'est interactif*», explique Jessica.

## Une prof techno

La technologie ne fait pas peur à la jeune femme de 24 ans, qui a grandi avec l'ordinateur et Internet. Elle a suivi quelques formations — «*beaucoup plus enrichissantes qu'à l'université*» —, mais a surtout appris par elle-même à monter son propre matériel didactique utilisable sur le TBI. «*C'est génial. Les tableaux, par exemple, je les fais avec mes élèves, devant eux. Ils savent sur quoi cli-*

quer», s'étonne-t-elle à peine.

Jessica, qui en est à sa première année d'enseignement, a la fougue et l'enthousiasme des débutants. En fait, elle voit les élèves dans sa soupe. «*Je vais magasiner pour moi et je pense à ce que je peux leur acheter*», confie-t-elle. C'est ainsi qu'elle leur a rapporté un beau fauteuil rembourré pour agrémenter le coin lecture et des CD de chansons et de comptines pour créer une ambiance de travail agréable.

Elle sent la pression du respect des exigences ministérielles. «*J'ai peur de ne pas avoir le temps de tout voir*», admet-elle.

«*J'ai toujours plein d'idées de projets que je veux essayer avec eux.*» Elle fait écrire ses petits lions avec de la pâte à modeler et à plat ventre, sur le plancher de la classe. «*Couché sur le ventre, tu es mieux concentré, ça écrit très bien.*»

Aussi affable et dévouée soit-elle, madame Jessica peut être très stricte avec ses petits lions. «*J'ai été très sévère au début de l'année. Je n'aime pas ça, mais j'ai toujours marché comme ça. Après, je n'ai plus de gestion de classe à faire. On peut s'amuser.*»

S'amuser, oui, tout en apprenant. Le programme scolaire de première année l'inquiète d'ailleurs un peu. Elle sent la pression du respect des exigences ministérielles. «*J'ai peur de ne pas avoir le temps de tout voir*, admet-elle. *On commence à voir l'écriture de certaines lettres et le son de chacune d'elles. Ensuite, les syllabes, les découper dans un mot, puis les mots. C'est beaucoup, souffle-t-elle. J'ai des élèves qui sont plus faibles, je ne peux pas les pousser non plus.*»

Le Devoir

**D** Voir aussi Plus de photos, et des versions bonifiées de certains textes sur [LeDevoir.com](http://LeDevoir.com).

## Mina



Voilà maintenant trois semaines que Mina Shenouda, qui a immigré de l'Égypte il y a deux ans, prend tous les matins le chemin de sa nouvelle école secondaire. Il traîne son sac d'école «*trou lourd*», chargé de livres et de manuels, et s'efforce de ne pas arriver en retard. «*Ça m'est arrivé une fois, mais c'est gratuit la première fois*», dit-il, expliquant que le faux pas est d'abord toléré. L'adolescent de 13 ans dit beaucoup aimer l'école, particulièrement son cours de maths et de science. «*On fait des expériences dans un laboratoire*», dit-il, fasciné. Élève sérieux pour le moment, il met tous les soirs le nez dans ses livres, même le samedi. «*Je trouve qu'il y a un peu trop de devoirs, mais ça va.*» Mina avoue se sentir petit dans une école de plus de 1000 élèves. «*Il y a trop de gens. Personnellement, je trouve ça étonnant.*» Il s'est proposé pour l'équipe de soccer, mais n'a pas été retenu. Qu'à cela ne tienne, il tentera sa chance l'an prochain.

## Clémence, maman de Henri



«*Je n'ai pas pleuré, et Henri non plus. C'était ça l'objectif*», blague Clémence, dont le fils a fait son entrée à la maternelle il y a trois semaines. La rentrée s'est bien passée, mais a été un peu trop progressive à son goût. «*J'ai trouvé ça long. Je ne peux pas me permettre de prendre une semaine de congé pour la rentrée à la maternelle. Pour certains parents, je comprends que c'était utile, mais moi, j'avais hâte que commence la routine.*» Henri a un agenda, mais ses parents devront s'habituer à avoir moins de *feed-back* qu'à la garderie, étant donné que l'enseignante est seule pour tout le groupe. Sinon, Henri est heureux, l'école est belle, quoiqu'un peu surpeuplée. Un local de musique a été transformé pour accueillir l'une des quatre classes de maternelle. «*Henri me raconte qu'il mange souvent dehors. On verra ce qu'ils feront cet hiver.*»

## NUNAVIK

## Marois réclame à Ottawa des investissements à parts égales

JULIEN ARSENAULT à Kuujuaq

Le gouvernement fédéral ne devrait pas rester «*insensible*» à la situation des Autochtones du nord du Québec et il devrait assumer ses responsabilités dans ce dossier, estime la première ministre du Québec, Pauline Marois.

C'est un des constats qu'a dressés la chef péquiste, vendredi matin, à Kuujuaq, au Nunavik, en marge d'annonces économiques en matière de développement social et de télécommunications.

En point de presse, M<sup>me</sup> Marois a rappelé que par le passé, Ottawa s'était déjà impliqué dans divers dossiers concernant la qualité de vie des Autochtones, et que le gouvernement fédéral devrait recommencer.

«*De mon point de vue, il [le*

## Message aux commissions scolaires

Pauline Marois dit avoir un «*message à passer*» aux commissions scolaires, mais refuse de dire si son gouvernement les forcera à rembourser les contribuables pour certaines hausses de taxes salées. En marge d'une annonce économique à Kangisualuujuaq, M<sup>me</sup> Marois a brièvement réitéré vendredi que certaines commissions scolaires avaient été trop loin avec des hausses de taxes

qui auraient atteint près de 200 millions au total. La première ministre, qui doit rencontrer lundi les représentants de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), s'attend à de «*franches discussions*». «*J'ai quelques messages à passer, mais je vais le faire en tout respect de l'institution. On doit jouer franc jeu et mettre cartes sur table.*»

La Presse canadienne

gouvernement fédéral] n'en fait pas assez, a dit M<sup>me</sup> Marois. *Ottawa ne peut pas rester insensible aux besoins de ces communautés. Il me semble qu'ils ont une responsabilité.*»

La chef péquiste a ainsi mandaté son ministre délégué aux Affaires intergouvernementales et responsable de la région du Nord-du-Québec, Alexandre Cloutier, dans l'espoir de s'en-

tendre sur un montage financier en parts égales en ce qui a trait aux dossiers autochtones.

M<sup>me</sup> Marois a aussi annoncé qu'elle avait remis 5 millions aux autorités locales la veille pour atténuer les impacts du coût élevé de la vie dans le nord du Québec.

«*Vous savez, il y a des écarts de 20, 25, 35% en ce qui a trait aux biens vendus ici*», a souligné M<sup>me</sup> Marois. *Dans certains cas, ça peut aller jusqu'à 100%.*»

Par ailleurs, la première ministre a indiqué que son gouvernement injectera 1 million sur trois ans afin d'entretenir et d'améliorer les quais maritimes reliant les différentes communautés autochtones du Nord-du-Québec.

La première ministre a également annoncé que son gouvernement s'impliquera afin d'assurer un service Internet

adéquat dans le secteur.

Le président du Conseil du trésor, Stéphane Bédard, aura le mandat d'étudier les propositions de la MRC de l'Administration régionale Kativik afin d'identifier le meilleur moyen d'améliorer la situation.

En après-midi, M<sup>me</sup> Marois s'arrêtera notamment au village de George River, en plus d'inaugurer le parc national Kuururjuaq, pour une annonce liée au tourisme.

M<sup>me</sup> Marois est accompagnée du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, Yves-François Blanchet, de son collègue aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Alexandre Cloutier, et du député d'Ungava, Luc Ferland.

La Presse canadienne

## Pamela Wallin a remboursé le Sénat

Les dents serrées, la sénatrice Pamela Wallin a remboursé ses frais de déplacement non justifiés, non sans accuser d'autres sénateurs de succomber à une mentalité de «*lynchage*». La sénatrice de la Saskatchewan a affirmé vendredi avoir remis au Sénat des chèques personnels d'une valeur totale de 100 600\$, plus intérêts. Elle avait déjà payé 38 000\$. M<sup>me</sup> Wallin semblait amère par rapport à l'audit mené par une firme indépendante qui a remis en question de nombreuses demandes de remboursement pour des frais de déplacement couvrant presque toute sa carrière au Sénat, qui s'est amorcée en 2008. «*Je n'ai pas été traitée avec justice par l'enquête de Deloitte*», a-t-elle affirmé. Un comité du Sénat avait déterminé que la sénatrice devait 17 621\$ de plus, portant la facture totale à 138 969\$.

La Presse canadienne

<b>Stores de Qualité</b> FABRIQUÉ AU QUÉBEC <b>L'Artisan du Store</b> CLAUDE BOUCHARD 514-231-8677 418-654-8677 819-696-8677 <a href="http://www.storesdequalite.ca">www.storesdequalite.ca</a>		<b>50% DE RABAIS ou INSTALLATION GRATUITE</b>		<b>ESTIMATION GRATUITE</b> Résidentielle et commercial	
<b>SUR MESURE OPAQUES, SOLAIRES ou TRANSLUCIDE</b> • Stores motorisés • Toiles à rouleau • Stores romains • Panneaux coulissants • Stores horizontaux de voilage • Stores horizontaux de bois, de PVC, de métal • Stores verticaux PVC • Toiles pour verrière • Persiennes • Stores extérieurs • Toiles solaires	<b>TOILES SOLAIRES</b> • DÉCORATIVES • MOTORISÉES	<b>STORES HORIZONTAUX DE VOILAGE</b>	<b>STORES DE BOIS</b> • TILLEUL SELECT • TEINTURE ESSUYÉE	<b>PANNEAUX COULISSANTS OPAQUES, SOLAIRES ET TRANSLUCIDES</b>	MONTRÉAL 514-231-8677 LAVAL 450-627-3716 LONGUEUIL 450-445-9829 QUÉBEC 418-654-8677 TROIS-RIV. 819-696-8677 REPENTIGNY 450-585-7577 TERREBONNE 450-437-4666 ST-SAUVEUR 450-227-7377 BROMONT 450-534-4377



**MAISON DU  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**

**1<sup>er</sup> bâtiment  
LEED® PLATINE NC  
au Québec**



Créée par huit organisations engagées dans la promotion du développement durable, la Maison du développement durable constitue une référence en matière de construction écologique. Pôle de rencontres, d'échanges, de réflexion et d'innovation, elle propose une programmation comprenant des débats, des conférences et des ateliers sur des enjeux d'actualité, ainsi que des expositions et des visites du bâtiment.

**Membres fondateurs**

**équiterre**

**option  
consommateurs**

**CONSEIL RÉGIONAL  
ENVIRONNEMENT  
MONTREAL**

CPE Le Petit Réseau inc.

**Environnement  
Jeunesse**

**AMNISTIE  
INTERNATIONALE**

**VIVRE EN VILLE**

Regroupement national  
des conseils régionaux  
de l'environnement

**Équipe de réalisation**

**MSDL**

**MENKÈS SHOONER  
DAGENAIS LETOURNEUX  
Architectes**

**POMERLEAU**

**PASQUIN ST-JEAN & ASS.  
experts conseils inc.**

**CGP** Services CGP Inc.

**bouthillette  
parizeau**

**Grands donateurs**

partenaire  
principal

**ALCOA**

**Hydro  
Québec**

**Montréal**

**Québec**

**RONA**

Bell  
Mouvement des caisses  
Desjardins  
Fédération canadienne  
des municipalités  
Fondation EJLB  
Fondation de la famille  
J.W. McConnell

Ig2  
Cascades  
Gaz Métro  
Arrondissement de Ville-Marie  
Carat  
Fonds de solidarité FTQ

Pomerleau  
Redcliff Métivier  
SAQ  
Transcontinental Inc.  
La Fondation Daniel Langlois  
pour l'art, la science et  
la technologie

**Merci à tous les bâtisseurs.**

50, rue Sainte-Catherine Ouest  
Montréal (Québec) H2X 3V4  
info@lamdd.org / 514 394-1108

**www.lamdd.org**

## CONCESSIONS

SUIITE DE LA PAGE 1

« Nous sommes déjà, de facto, face à un seul État, prétend l'Israélien, militant pour la paix, David Shulman, avec 11 ou 12 millions d'habitants qui seront majoritairement des Palestiniens d'ici quelques années. » Ce professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem n'hésite pas à dire que « le temps viendra où Israël va cesser d'être un État juif ». Il vient de publier un article retentissant dans lequel il prétend qu'Israël court au suicide « parce que garder une immense population palestinienne sous occupation, et victime d'une violence d'État, ça ne pourra pas durer éternellement. Un jour ou l'autre, ça va éclater. La minorité juive ne pourra tout simplement pas maintenir un régime aussi brutal et immoral ».

Le journaliste Maxime Perez croit, lui aussi, qu'Israël court à sa perte, mais pour d'autres raisons. « Une tendance est là, très nette: les Israéliens s'en vont, ils quittent Israël. À cause de ce « mal vivre » qui mine leur pays. On assiste à une fuite des jeunes cerveaux. Si la jeunesse s'en va, alors les menaces seront plus grandes que jamais. Il y aura le djihad partout. Israël deviendra incapable de défendre ses positions. »

Les Palestiniens, de leur côté, doivent faire face non seulement à l'occupation israélienne, mais à une division profonde en leur sein. Leur premier objectif à court terme: recréer leur unité politique et réconcilier les deux Palestine, la Cisjordanie et Gaza, qui s'éloignent inexorablement depuis l'élection du Hamas islamiste à Gaza en 2006. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres. « Le Hamas lave les cerveaux », assène Leïla Shahid, déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne. « Gaza est devenu un ghetto mental, politique et culturel. » C'est donc en rangs totalement dispersés que les Palestiniens abordent la nouvelle ronde de négociations avec les Israéliens, qui vient de commencer sous la houlette des États-Unis. Certains, comme l'écrivain israélien David Grossman, préconisent qu'Israël entame dès maintenant un processus de paix avec les seuls « parlables », si l'on ose dire: les Cisjordanais.

« L'image des Palestiniens est en train de changer », affirme Leïla Shahid. Selon elle, ce changement de perception s'est incarné dans le vote du 29 novembre dernier à l'ONU, qui a fait de la Palestine un État observateur non membre. « Nous nous sommes attachés à défaire la caricature que l'on fait trop souvent de nous et qui voudrait que nous soyons des violents par nature. » Seulement 9 pays avaient voté contre la résolution, parmi lesquels le Canada. « Mais qu'est-ce que la Palestine a fait au Canada pour mériter ça? », s'exclame-t-elle. Une image, ici, paradoxale et cruelle: des ou-

vriers palestiniens construisant, au pic et à la pelle, les maisons des colonies juives implantées sur leurs territoires. « J'ai une famille à nourrir. Je n'ai pas le choix », dit Ali. Ils sont des dizaines de milliers de Palestiniens comme lui qui ont remis leur colère et vont gagner leur sel dans les colonies ou en Israël, parce que l'économie des Territoires est asphyxiée par l'occupation. Plusieurs spécialistes sont convaincus qu'une injection massive de fonds pour le développement économique des territoires palestiniens pourrait contribuer à calmer le jeu entre Israéliens et Palestiniens et à faciliter la progression vers la paix.

« Les Palestiniens rêvent de jeter les Israéliens à la mer. Et les Israéliens rêvent de nous évacuer sur d'autres terres », dit le Palestinien Ibrahim Issa, directeur d'une école à El-Khader. « Pourtant la seule solution que nous avons, c'est de vivre ensemble. » Côte à côte, dans deux États distincts ou un seul État binational. Il évoque l'incroyable réconciliation entre la France et l'Allemagne. « C'est donc ce qui est possible », fait-il simplement. « Mais il va falloir faire des concessions douloureuses. » « La solution, précisez-t-il, se trouve d'abord entre les mains des Israéliens. » « C'est toujours le plus fort qui doit faire la paix », pense lui aussi l'écrivain israélien David Grossman.

## Leader recherché

« Quand on est une démocratie comme Israël, renchérit Maxime Perez, on s'affaiblit si on n'est pas capable de prendre des décisions coura-

geuses. » Alors, il faut que se lève un leader courageux comme on n'en voit parfois qu'un seul par génération. Quelqu'un qui dise: « C'est assez. » Certains spécialistes pensent que Marwan Barghouti, actuellement dans les geôles israéliennes, est le futur Mandela palestinien, respecté de tous, y compris de ceux qui le gardent captif. Côté israélien, aucun Yitzhak Rabin n'est visible à l'horizon pour le moment.

Un leader courageux qui accepterait de prendre des décisions qui seront contestées dans son propre camp et de se défaire de quelques illusions tenaces. Comme celle de croire, du côté palestinien, que le fameux droit au retour s'appliquera à tous les Palestiniens en exil. Côté israélien, l'illusion de croire que l'actuelle ambiguïté, qui n'est ni la guerre ni la paix, finalement, ça n'est pas si mal.

« C'est toujours une question de volonté politique », s'exclame la Palestinienne Leïla Shahid. « Un mur, vous savez, ça peut se détruire comme ça s'est construit! » « Il faut faire la paix avec ses trêves, comme on fait la guerre », écrit l'Israélien David Grossman. Sur une espèce de coup de tête. Ou d'illumination. C'est la seule façon. « La paix n'est pas si compliquée que ça », conclut Maxime Perez.

Collaboratrice  
Le Devoir

Lundi | Israël rêve d'être un pays normal.



Des Palestiniens commémorent la Nakba, ou « catastrophe », qui, pour eux, remonte au 14 mai 1948, jour de la déclaration d'indépendance d'Israël.

## SEXE

SUIITE DE LA PAGE 1

une case autre que « féminin » ou « masculin », en accord avec l'ambiguïté du sexe de leur bébé.

Il s'agit d'une avancée pour certains, car cela permet de lutter contre une tendance à pratiquer des chirurgies correctives dès la naissance, en optant pour un sexe ou l'autre, sans que l'enfant soit mêlé à la décision. Mais les militants « intersexués », dont le corps ne correspond pas à la définition habituelle de l'homme et de la femme, réclament la protection de leur statut et la fin des traitements médicaux chirurgicaux et hormonaux, qu'ils qualifient d'« esthétiques », sur les enfants.

Intersexualité? Cette expression moderne a remplacé le terme hermaphrodisme, issu de la mythologie grecque, qui désignait les personnes qui naissent avec des caractéristiques sexuelles physiques aux frontières du féminin et du masculin. Le corps médical moderne a lui aussi nommé les multiples conditions génétiques, hormonales ou anatomiques qui peuvent entraîner l'une ou l'autre forme d'intersexualité.

Les intersexués ne portent pas toujours des caractéristiques anatomiques des deux sexes. Plusieurs se définissent comme hommes ou femmes à part entière. D'autres comme « neutres » ou comme « queers ». Et toutes les nuances possibles d'un bout à l'autre du spectre, s'inscrivant à contre-courant des stéréotypes du « vrai » homme et de la « vraie » femme.

## Des revendications ignorées

Le nouveau règlement allemand stipule que « si l'enfant ne peut être assigné ni au sexe féminin, ni au sexe masculin, alors l'enfant doit être inscrit au registre des naissances sans spécifier le sexe ».

Malgré une certaine évolution du traitement médical au cours des dernières années, des groupes militants estiment que la réponse de l'Allemagne à leurs demandes n'est pas la bonne. « L'Allemagne est complètement passée à côté de nos revendications. Ce qui doit être protégé, c'est la liberté d'une personne de choisir ce qu'elle veut faire de son corps », tranche Janik Bastien-Charlebois, elle-même intersexuée. « Elle risque de vulnérabiliser les enfants intersexués plutôt que de les aider. On impose un non-genre aux enfants dont le sexe est considéré comme ambigu par les médecins, sans reconnaissance ni protection civile de ce statut », dit la militante de l'Organisation internationale intersexuelle — Francophonie (OII).

La professeure de sociologie à l'UQAM a elle-même « échappé » aux chirurgies précoces, menées dans l'enfance pour « normaliser » le

corps des personnes intersexuées. « Il arrive qu'il y ait de véritables problèmes médicaux à traiter. C'est rare. Mais tout ce qui est cosmétique, construire un sexe conforme? Laissez les enfants décider quand ils sont en âge de le faire », demande M<sup>me</sup> Bastien-Charlebois.

Elle est passée sous le bistouri à 17 ans, de son propre chef. Une décision qui lui laisse aujourd'hui un goût amer. « J'ai grandi avec ces visites régulières chez le médecin où on me palpitait. Au fil du temps, j'ai intégré le sentiment que quelque chose clochait. Le tout couplé au fait qu'on ne parle jamais de la diversité des corps sexués dans notre société. À dix-sept ans, on m'a avertie que si j'attendais ma majorité, l'opération ne serait plus gratuite. Tout ça a contribué à ma décision », raconte-t-elle. « Subsiste le sentiment d'un certain acharnement. En quoi ça posait problème que mon corps soit différent? Le seul problème était social. On grandit avec un certain confort avec notre corps. C'est le regard médical qui amène une autre lecture. »

Aux États-Unis, la Cour fédérale a jugé cet été pour la première fois dans l'histoire que les droits d'un enfant, M. C., avaient été violés par une opération subie dans la petite enfance, ce qui pourrait bel et bien être inconstitutionnel. Le juge a autorisé du même coup la poursuite à suivre son cours judiciaire. M. C. était sous la protection des services sociaux. Il avait 16 mois lorsqu'on lui a retiré un pénis et un testicule jugés « superflus » pour le « normaliser » en fille. Aujourd'hui âgé de 8 ans, M. C. vit sa vie en petit garçon. Ce sont ses parents adoptifs, Mark et Pam Crawford, qui ont intenté des poursuites judiciaires.

## Invisible et tabou

L'intersexualité est pratiquement invisible. Les chiffres publiés dans les études, peu nombreuses, oscillent entre moins de 1% et 4% des naissances. Très peu d'intersexués acceptent de s'exprimer publiquement. « Ça m'a pris des années avant de m'impliquer », relate M<sup>me</sup> Bastien-Charlebois. « C'est dur de ne pas prêter flanc au voyeurisme, mais si personne ne prend la parole, on reste des idées abstraites, on agit pour nous, sans nous. »

Le modèle australien plaît davantage aux militants que l'allemand. En juin dernier, l'Australie est devenue le premier pays dans le monde à protéger formellement les personnes intersexuées dans sa loi contre la discrimination. Le Sex Discrimination Amendment Bill a été entériné par les deux Chambres du Parlement australien. Au même titre que la discrimination basée sur le genre ou l'orientation sexuelle, la discrimination basée sur le statut intersexué d'une personne devient inacceptable aux yeux de la loi. « Ça ne signifie pas que les pratiques médicales que nous dénonçons vont cesser du jour au lendemain, mais ça fait

une poignée », juge M<sup>me</sup> Bastien-Charlebois.

Le combat des personnes intersexuées est une lutte féministe aux yeux de plusieurs. La biologiste américaine Anne Fausto-Sterling a jeté tout un pavé dans la mare, dans les années 1990, en déclarant à la défense des personnes intersexuées que l'espèce humaine comptait non pas deux sexes, le masculin et le féminin, mais bien... cinq (*The Five Sexes: Why male and female are not enough*).

« Je ne crois pas vraiment à un nombre précis », explique aujourd'hui cette professeure à la Brown University, au Rhode Island. « Je voulais attirer l'attention sur la problématique sur un ton ironique. Mais plusieurs ont pris ma proposition au pied de la lettre! »

Pour la biologiste féministe, la réalité des personnes intersexuées fut une révélation. « Les féministes dénonçaient la construction du genre social qui perpétue les inégalités. Eh bien, dans le cas des intersexués, la construction est littérale, on refait le corps des enfants pour des raisons sociales! », dénonce-t-elle.

Voit-elle une évolution des consciences, vingt ans après la signature de son manifeste? « Il y a certainement des fissures dans l'édifice des deux genres, dit-elle. Concernant les intersexués, la communauté médicale bouge, mais de manière inégale et très lentement. Au moins, Internet permet aujourd'hui aux parents confrontés à ces choix de se renseigner. »

M<sup>me</sup> Fausto-Sterling accueille avec un certain enthousiasme l'initiative allemande. « Tout ce qui introduit une certaine flexibilité dans le système est une avancée. Pressés de remplir les formulaires pour l'acte de naissance, les parents et les médecins devraient prendre des décisions trop rapidement. »

## Une voix unie?

Mais des organisations médicales mettent en doute la représentativité des militants des organisations intersexes. Parlent-ils pour le plus grand nombre? Une des rares études sur le sujet, publiée en 2004, conclut que la majorité est satisfaite du sexe assigné dans l'enfance et du traitement médical et désapprouve l'idée de reporter les interventions à l'âge adulte. Reste que 15% estiment s'être fait imposer le mauvais sexe et que le tiers reste insatisfait de sa fonction sexuelle. Les auteurs eux-mêmes, des médecins de la clinique d'endocrinologie pédiatrique Johns Hopkins, reconnaissent que leur échantillon de 72 personnes ne permet pas de généraliser. Plusieurs anciens patients ont refusé de participer à l'étude.

D'autres chercheurs en appellent à un suivi systématique et à long terme des enfants intersexués, dont le destin échappe aux statistiques.

Le Devoir

## MOURANI

SUIITE DE LA PAGE 1

Reprenant soudainement son aplomb, elle a affirmé ne pas regretter ses critiques du projet de Charte des valeurs québécoises. « Vous savez, quand je parle, c'est mûrement réfléchi, et je pense que ce qui se passe actuellement est vraiment inacceptable pour le mouvement souverainiste. »

« J'ai voulu envoyer un message aux indépendantistes du Québec en leur disant: attention, l'indépendance, vous ne la verrez pas avant longtemps si vous pensez qu'on peut la faire sans Montréal. »

La députée d'Ahuntsic s'est jointe mercredi à un groupe de militants indépendantistes pour décrier l'initiative du gouvernement Marois, notamment en ce qui concerne le port de signes religieux. Le Bloc québécois (BQ) s'est d'abord dissocié des propos de sa députée, avant d'annoncer son expulsion du caucus le lendemain. Elle a annoncé vendredi qu'elle poursuivra son travail de députée fédérale comme indépendante jusqu'en 2015.

François Leblanc est l'ex-chef de cabinet de Gilles Duceppe. Il déplore la gestion de crise faite par l'équipe bloquiste actuelle. « Je n'en reviens pas que mon parti fasse ça. On joue avec les émotions des gens », dit-il au Devoir.

Il reconnaît que M<sup>me</sup> Mourani a une personnalité forte. « Je sais qu'il faut beaucoup discuter. On devait négocier continuellement. Mais elle était finalement restée avec nous. Je ne sais pas à quel point on a voulu régler un contentieux en utilisant ce prétexte », dit-il. Selon M. Leblanc, le Bloc québécois aurait dû laisser couler de l'eau sous les ponts avant de s'en prendre à sa députée. « On aurait dû attendre avant d'agir contre Maria. Parce que là, Maria, elle est devenue sainte Maria. Et ses propos ont une grande influence. »

Plusieurs autres militants souverainistes ont fait écho aux propos de M. Leblanc. Jean Dorian, ex-député du BQ et initiateur du groupe des Indépendantistes pour une laïcité inclusive, salue la décision de M<sup>me</sup> Mourani. « Ce qui lui est arrivé cette semaine, sa déclaration d'aujourd'hui, c'est des points tournants dans ce débat-là », déclare celui qui se qualifie désormais d'indépendantiste « un peu désespéré ».

De la même façon, l'ex-députée péquiste Lisette Lapointe qualifie M<sup>me</sup> Mourani de « courageuse ». « C'est que je défends au sujet de Maria Mourani, c'est son droit de s'exprimer. Je trouve inconvenant que les députés n'aient pas cette liberté-là. [...] Les lignes de parti pour des choses fondamentales comme ça, ça n'a pas de sens. »

Vendredi soir, plus d'une centaine de personnes avaient par ailleurs appuyé une pétition mise en ligne pour dénoncer l'expulsion de la députée d'Ahuntsic. « Exclure Maria Mourani du caucus du Bloc québécois ne fait qu'attiser les tensions en cette période charnière pour le peuple québécois », indique notamment le libellé de la pétition.

## Intérêt chez Québec solidaire

Dans les coulisses, on pense que M<sup>me</sup> Mourani a fait un calcul politique. « Sa circonscription a été redécoupée pour la prochaine élection et si on applique le vote de 2011 à sa nouvelle circonscription, elle perd par 4000 ou 5000 voix. [...] Elle était cuite. On lui a ajouté la communauté haïtienne, qui vote à 97% libéral. » M<sup>me</sup> Mourani n'a jamais remporté son siège facilement. Elle a gagné par 708 voix en 2011, 423 en 2008 et 834 en 2006.

Selon cette source, M<sup>me</sup> Mourani est proche de Québec solidaire, ayant toujours, par exemple, refusé que le Bloc québécois endosse officiellement le Parti québécois lors des élections provinciales, préférant inviter les souverainistes à voter pour le parti indépendantiste de leur choix. « C'est très stratégique, cette sortie. Ça lui procure une belle visibilité et elle pourra plonger avec Françoise David. » La prédiction est que M<sup>me</sup> Mourani se présenterait alors pour Québec solidaire dans la circonscription montréalaise de Sainte-Marie-Saint-Jacques, actuellement représentée par l'ex-ministre Daniel Breton. Cette circonscription est située directement sous celles de Françoise David et d'Amir Khadir, les deux députés solidaires. QS y est arrivé en seconde position en 2012, Manon Massé y récoltant un peu plus de 25% des voix.

Chose certaine, des militants de QS souhaiteraient attirer Maria Mourani dans les rangs du parti. Lorsqu'on la questionne à ce sujet, la coporte-parole Françoise David éclate de rire et affirme qu'on n'en est pas là, pour l'instant. « J'ai laissé un message sur le répondeur de M<sup>me</sup> Mourani hier [jeudi] pour lui exprimer ma sympathie, mon affection et mon estime, raconte-t-elle. Mais si Maria Mourani voulait adhérer à Québec solidaire. Si elle voulait devenir un jour candidate pour Québec solidaire, je ne vous cache pas qu'elle serait très bien accueillie chez nous. »

## Une personnalité forte

Une source bien placée au Bloc québécois rappelle, sans vouloir la noircir, que M<sup>me</sup> Mourani a une personnalité bien à elle qui était parfois difficile à gérer au sein du parti. « Maria charrie constamment. Elle a fait virer fou Gilles Duceppe une dizaine de fois. Il fallait qu'on aille tenter de la calmer. On appelait même son mari, qui est un chic type, pour qu'il lui parle. Il la calmait. Elle revenait. [...] C'est une femme brillante, mais qui est incapable de travailler en équipe », soutient cette source.

Le franc-parler de la députée s'est d'ailleurs manifesté en 2006 dans une entrevue au Devoir. De retour d'un voyage d'observation au Moyen-Orient, elle n'a pas hésité à qualifier de « crimes de guerre » les interventions militaires menées par Israël au Liban, son pays d'origine. Elle s'est rétractée le lendemain, par voie de communiqué.

Le Devoir

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346  
Par télécopieur 514 985-3390